

Le cours expansionniste nord-africain de l'Espagne dans les premières années de la 2^e Guerre mondiale

Les conceptions expansionnistes du gouvernement espagnol d'après 1939 – celles aussi qui concernaient l'Afrique du Nord ou bien sa région plus étroite, par exemple Gibraltar – se trouvaient dans un système de rapports très compliqué. Si nous voulons préciser les motifs plus généraux outre les rapports divergents de politique d'actualité, nous nous trouvons tout de suite en face de plusieurs dilemmes. Dans quelle mesure le général Franco et ses collaborateurs les plus proches étaient-ils menés par des réflexions purement pratiques (comme cela est parfois suggéré par les exposés loyaux envers le régime), et dans quelle mesure étaient-ils menés par les motifs conducteurs idéologiques (affirmé par certains critiques du régime)? Les faits concrets du cours de la guerre ont-ils rendu actuelle la formulation des revendications territoriales ou bien tout cela est la conséquence implicite de la nature et de la auto définition du régime même? Est-ce que les relations de politique extérieure formées au cours de la guerre civile et les dispositions géopolitiques ont elles rangé dans une large mesure le gouvernement espagnol aux côtés de l'Axe, ou bien la politique extérieure espagnole était influencée par des identités plus profondes au point de vue de la matière dans le choix de ses partenaires extérieurs préférés?

Bien que cette étude sommaire – en marge de la représentation historique concrète – ne veuille qu'aborder ces dilemmes, quelques-uns de ces événements méritent d'être brièvement éclairés.

L'essentiel de toute la philosophie du camp politico-militaire vainqueur dans la guerre civile en 1938-39 était la conviction que l'effondrement du grand empire espagnol qui jouait un rôle international extraordinaire aux XV^e et XVI^e siècles était causé non pas par ses propres défauts, mais plutôt par le défaut tragique de quatre siècles de l'histoire universelle. Le point de départ en est la renaissance détruisant les traditions saines, plus tard suivie des Lumières, et tout cela brutalement accompli par la révolution française, le libéralisme et la libre pensée et comblé par le marxisme, leur „descendant direct”. Le général Alfredo Kindelan qui appartenait au milieu le plus étroit du groupe initial des généraux de Franco écrivait dans une de ses lettres (justement en 1940): „Aujourd'hui, toute l'Europe rend compte du fait qu'elle a suivi durant quatre siècles une fausse route tracée par la Renaissance; et que cette route a subi un échec maintenant et qu'il faut retourner au point de départ pour rechercher les vrais sentiers historiques. Il faut les chercher

là où on a gradé purement les vertus raciales et là où les flambeaux de la Tradition se sont allumés. Il faut écarter les fraudes de la démographie.”¹

Les pensées de Kindelan sont en harmonie avec les déclarations du général Franco de l'époque. Dans son discours de Malaga, avril 1939, le généralissime a le plus vivement critiqué la pensée libérale: „Un siècle de libéralisme a mis l'Espagne dans le point le plus bas de la grave décadence au cours de son histoire.” Quelques jours plus tard, dans la salle d'honneur de Banco de Espana de Madrid, devant des généraux et des officiers supérieurs, il s'est exprimé encore plus nettement: „Aujourd'hui, notre tâche – a-t-il dit – est de détruire les frivolités d'un siècle, de raser les dernières traces de l'esprit libéral de l'Encyclopédie”.² Cette position de départ elle-même a influencé les directions possibles des projets d'expansion et de recherche de partenaire du gouvernement.

La politique expansionniste avait un important arriere-plan théorique: l'idée impériale. Le traumatisme toujours existant dû à la dislocation de l'empire du monde espagnol a poussé le gouvernement à inscrire dans ses projets la restitution de la grandeur de l'Espagne d'une façon ou de l'autre. Naturellement, personne n'a pensé à la restitution, au sens physique du terme, de l'empire de Charles V. On voulait cultiver la communauté antérieure étendue sur plusieurs continents dans le domaine culturel, linguistique et spirituel. Franco, dans son discours du nouvel an 1939 a solennellement insisté sur les tâches indispensables de l'Espagne „concernant le continent que le génie espagnol avait découvert à l'humanité.”³

En août 1939, Silvestre Sancho, recteur de l'université de Manille (les Philippines) se trouvait à Madrid et c'est lui qui a formulé peut-être les plus précisément les contours de cette aspiration: „Nous avons perdu notre empire matériel – a-t-il dit –, mais l'empire spirituel est resté.”⁴

Cependant, les projets expansionnistes traités plus tard du gouvernement espagnol ont largement dépassé cette dimension spirituelle. A tout cela s'est ajouté le fait que la guerre coloniale marocaine qui a duré depuis la fin du XIX^e siècle, était la tradition de combat la plus vivante du corps d'officiers supérieurs qui devenait la composant le plus important du bloc de pouvoir vainqueur dans la guerre civile. Cette tradition était en rapport avec l'idée de la communauté de sort et de culture

¹ La lettre qu'il avait écrite au dirigeant de la branche carliste des monarchistes à Manuel Fal Condé étant dans l'émigration intérieure à l'époque, parue d'abord dans les mémoires de Kindelan, est citée par Josep Fontana, dans son ouvrage *Espana bajo en franquismo*. (Critica, Barcelona 1986, p. 16.)

² *Caceta del Norte*, 22. április 1939. Voir encore Harsányi Iván: *A Franco-diktatúra születése*. (La naissance de la dictature franquiste.) Kossuth Könyvkiadó, Budapest 1988. p. 37. et pp. 161 – 162.

³ *Nemzeti Spanyolország*. (Espagne nationale.) Központi Sajtóvállalat, Budapest 1939. 4. old.

⁴ *ABC*, 22. augusztus 1939.

remontant dans la période musulmane de l'histoire de la terre espagnole. L'expansion dans cette région a largement contribué à la réévaluation du rôle de pouvoir de l'Espagne.

Otto Schempp, observateur allemand clairvoyant de l'Espagne de l'époque a tiré l'attention sur la zone espagnole du Maroc qui était un marchepied important du point de vue militaire, entre Gibraltar et le Maroc français.⁵ La possession de cette région au printemps 1940, à la suite de la campagne de l'armée allemande contre l'Europe occidentale, devenait de plus en plus un problème crucial.

Dans la dernière phase de la guerre civile se formulèrent les revendications espagnoles relatives et à Gibraltar et au point de contrôle du sud du détroit de Gibraltar inséré dans le corps du Maroc espagnol, à la zone internationale de Tanger. Le journal *Espana* paru à Tanger à partir d'octobre 1938 a toujours inscrit à l'ordre du jour la prétention espagnole relative à la possession de la zone. Ce territoire, neutralisé en 1912, étant sous contrôle international de plusieurs puissances en 1923, ayant une superficie de 600 km², était habité en 1939 par 30 mille musulmans, 12 mille Espagnols, 2350 Français, 500 Européens divers et 2000 Juifs. La plupart des habitants vivaient dans la ville de Tanger ayant 46.000 habitants. La guerre civile a tellement envenimé le problème de Tanger que, pendant que le Maroc espagnol devenait le premier bastion des nationalistes révoltés, à Tanger (à cause de son statut international) il y avait des occasions pour certaines actions anti-Franco et pour des relations entretenues avec le gouvernement républicain.

La question s'est posée que – comme Tanger – Gibraltar s'est aussi inséré en tant que „corps étranger” dans le trajet reliant la métropole espagnole au protectorat marocain. La ville forte après avoir appartenu à la couronne espagnole depuis 1502, a été envahie par les Anglais en 1704. Le *Diario de Burgos*, journal officieux, paru au siège du gouvernement de Franco de l'époque a déjà exprimé la prétention espagnole à la reconquête de Gibraltar le 1^{er} avril 1939, jour de la fin de la guerre civile, en la plaçant dans l'optique de la guerre mondiale imminente: „Au cours d'un conflit armé dont le centre est la Méditerranée, l'Espagne serait capable d'assurer la neutralité du détroit de Gibraltar ... Au cas ou l'Angleterre, comme la France, ferait preuve de manque de prévoyance politique, le cas de Gibraltar pour l'Espagne pourrait devenir identique à celui de Djibouti pour l'Italie.”⁶

Au début de juin 1939, une délégation militaire espagnole de haut rang s'est rendue en Allemagne sous la conduite des généraux Aranda et Garcia Valino. Ils étaient accompagnés par le colonel d'état-major Kramer qui dans sa lettre, adressée au haut commandement le 5 juin écrit: selon le dire d'Aranda, les dirigeants espag-

⁵ Otto Schempp: Das autoritare Spanien. Goldman Verlag, Leipzig 1939. pp. 126 – 129.

⁶ *Diario de Burgos*, 1. aprilis 1939.

nols „pensent que l'Espagne sera propriétaire du détroit de Gibraltar depuis le Maroc. Là, les Anglais ne pourront avoir aucun mot à dire.”⁷

En août 1939 le chef d'État Franco et Varela le ministre des forces de terre ont rétabli dans un décret la fonction de „gouverneur militaire de la région de Gibraltar” supprimée plus tôt par le gouvernement républicain qui avait toujours été remplie par le commandant actuel de la 22^e division d'Algeciras ...⁸ Bien qu'il ne se soit agi que d'un acte symbolique, il respresente bien l'escalade des revendications.

Les projets élaborés pour la possession des différents territoires de l'Afrique du nord et centrale commençaient à se former concrètement en mai-juin 1940, à la suite de la campagne efficace des Allemands contre la France. C'est à cette époque que s'est pour la première fois posée la possibilité du fait que l'Espagne sans grands efforts, même sans être entrée en guerre, avec la décision bienveillante des grandes puissances, pourrait obtenir les territoires désirés au détriment d'une partie qui était incapable de résister.

Toute l'action devait être accordée avec le fait que le gouvernement espagnol a déclaré la neutralité du pays tout au début de la guerre. Il y avait d'autres réalités qui ne rendaient pas recommandable l'entrée en guerre. Pendant que le pays était lié aux puissances de l'Axe du point de vue politique, idéologique et d'armements, certains de ses besoins économiques fondamentaux (céréales, pétrole) ne pouvaient être satisfaits que par les puissances alliées occidentales. La réorganisation de l'armée espagnole, du point de vue purement militaire, rendait impossibles toutes les entreprises majeures.⁹ Comme a signalé Rudolf Andorka, ambassadeur hongrois à Madrid, dans son rapport du 4 juin 1939 envoyé au Ministère des Affaires étrangères de Budapest, à propos des relations de l'Espagne et des puissances de l'Axe: „Ce pays peut emprunter beaucoup de choses au système social et économique des Etats totalitaires mais is est incapable d'une chose pour le moment: de penser à une guerre offensive contre un ennemi frais, frot et bien équipé. Economiquement il en est incapable.”¹⁰

Pourtant, sous peu, une certaine possibilité s'est présentée. Le 10 juin 1940, quand les troupes allemandes marchaient déjà sur Paris, l'Italie a aussi déclaré la guerre à la France et à l'Angleterre. Cela, dans une certaine mesure, a contraint le gouvernement espagnol à faire des pas, qui, jusque là, a soutenu sa neutralité par

⁷ Le document avec 54 d'autres en butin étaient publics par le Ministère des Affaires Etrangères de l'URSS après la guerre. (Документы министерства иностранных дел Германии. Выпуск III. Госполнздат, Москва 1946. 64., 67. Стр.)

⁸ Boletín Oficial de Estado, 18. agusytus 1939.

⁹ D'une manière détaillée voir. Harsányi: op. cit. pp. 49-53.

¹⁰ Magyar Országos Levéltár (Les Archives nationales Hongrois) OL Küm. pol. K 63 - 29 - 3228 - 1939.

l'attitude italienne. Le 12 juin, le conseil des ministres espagnol a décidé de remplacer le statut neutre du pays par la définition moins restrictive: pays „non-belligérent”. Le changement a été motivé à cause du fait que la „guerre s'était étendue sur la Méditerranée”,¹¹ et par cela, l'Espagne, directement touchée, ne peut pas rester indifférente. Le juin, l'armée espagnole marocaine, en faisant une démarche quasi modificatrice, a envahi la zone internationale de Tanger. En vue „d'assurer la neutralité de la zone et de la ville de Tanger, en se chargeant provisoirement de la mission de l'ordre public, de sécurité d'Etat et de police de la zone internationale.”¹² Etant donné que les bateaux traversant le détroit de Gibraltar évoluaient à la portée de l'artillerie de cote, l'action eut un grand retentissement international. Le 15, le Times de Londres a estimé que „l'occupation de Tanger est seulement la première démarche de l'Espagne – elle aura bientôt d'autres revendications”. L'auteur de l'article du journal britannique ne savait probablement pas que non seulement le paquet de revendications avait été composé, mais dans sa première version il a été déposé devant l'administration allemande dans une lettre de Franco écrite plus tôt le 3 juin et remise par le délégué personnel du chef d'Etat espagnol le général Juan Vigón qui s'est rendu chez le chancelier Hitler le 10. La lettre a été remise à la veille de l'accord concernant la signature de l'armistice germano-français, le 16. Dans cette lettre, Franco a exprimé ses salutations chaleureuses à l'occasion de la victoire du Führer contre la France. „Je ne dois pas vous assurer expressément - a-t-il écrit – combien je souhaite de ne pas rester loin des vos angoisses et de vos désirs, et avec quelle satisfaction je vous rendrais, au cas échéant, un service que vous jugiez le plus inappréciable.”¹³

Deux jours après l'occupation de Tanger, les revendications territoriales espagnoles présentées dans la lettre devaient avoir un nouvel aspect, en tant que les aspirations d'une Espagne de plus en plus active. Pour le moment, il ne s'agissait que de Gibraltar et de la partie française du protectorat marocain.¹⁴ Nous pouvons supposer que Vigón se trouvait chez Hitler en temps inopportun, qui ne savait pas encore comment l'Angleterre réagirait à la situation formée par l'effondrement français et, c'est pourquoi, lui-même n'a pas élaboré son propre comportement relatif à la suite de la guerre ... Hitler espérait avec sérieux que l'Angleterre, restée seule, se mettrait d'accord avec lui au détriment de la France. Dans le cas contraire, l'Italie et selon le projet de l'armistice, la région française qui ne sera pas occupée, pourraient devenir très importantes comme alliées potentielles pour lui. Dans ce

¹¹ Fernando Díaz-Plaja: La posguerra española en sus documentos. Plaza y Janés, Barcelona 1970. p. 44.

¹² ABC, 14. június 1940.

¹³ Documents on German Foreign Policy 1939–1945. Series D. Vol. IX. London 1957. p. 509.

¹⁴ Ramón Garriga: Franco-Serrano Suñer. Un drama político. Planeta, Barcelona 1986. p. 72.



cas, il n'avait pas l'intention de faire de larges concessions au détriment des Français sur leurs territoires d'outre-mer restants. Cela explique le fait qu'il traitait sélectivement les revendications territoriales espagnoles. Il a exprimé sa joie à propos de l'action de Tanger, surtout parce que „l'Espagne avait agi au lieu de parler.” Il a déclaré que, pour l'Allemagne, la solution serait idéale si Gibraltar tombait aux mains d'un pouvoir „qui se trouve au dehors de la grande lutte pour les zones d'intérêt”. En ce qui concerne les autres revendications, il a donné des déclarations évasives en disant que l'Allemagne est exclusivement intéressée économiquement dans la région méditerranéenne, comme s'il avait fait voir qu'il ne comprenait pas pourquoi c'est à lui qu'on exposait ces revendications. Il en a cependant pris acte.¹⁵

A la suite de la mission Vigón, Franco trouvait pratique de faire connaître ses revendications territoriales à Hitler dans un mémorandum officiel (et en même temps, il les augmentera). Dans le mémorandum remis le 19 juin par Magaz, ambassadeur espagnol à Berlin, au secrétaire d'Etat von Weizsacker, il exigeait „l'unité du Maroc sous le protectorat de l'Espagne; la remise de certains territoires algériens colonisés par les Espagnols (sans autres précisions – I.H.); l'agrandissement du Sahara (espagnol) avec quelques petites rectifications; l'élargissement des possessions de l'Espagne dans le golfe de Guinée par des agglomérations qui peuvent assurer la main-d'oeuvre noire, car elle nous manque de nos jours.” Par contre, il déclarait prêt à entrer en guerre aux côtés de l'Axe au cas où l'Angleterre continuerait le combat. Pour ce faire, il demandait des expéditions d'armes, de pétrole, de vivres et de matières premières venant des stocks français détenus par les Allemands.¹⁶

La réponse allemande était de caractère positif, mais de nouveau en partie évasive. Weizsacker a fait savoir à Magaz, le 25, qu'ils recevaient avec une grande satisfaction l'offre espagnole. Ils „prennent acte,” des revendications territoriales espagnoles et qu'ils sont prêts aux expéditions d'armes. En ce qui concerne les autres expéditions, il faut les reconsidérer.¹⁷ La réponse a reflété que Hitler attendait toujours quelque prise de position anglaise. Cela explique la dernière phrase de la réponse remise par écrit: „Dès que la situation de la guerre après l'armistice français aura été claire, le gouvernement du Reich entrera de nouveau en contact avec le gouvernement espagnol.”¹⁸

¹⁵ Matthias Ruiz Holst: *Neutralität oder Kriegsbeteiligung? Die deutsch-spanischen Verhandlungen im Jahre 1940*. Centaurus, West-Berlin 1986. pp. 62–63.

¹⁶ Garriga: *op. cit.* p. 72.

¹⁷ Ruiz Holst: *op. cit.* p. 64.

¹⁸ *Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918–bis 1945. Serie D. Bd. t. 10. Baden-Baden – Bonn 1963. le doc. nr. 16.*

Le message le plus important (mais négatif) de la réponse pour le gouvernement de Franco était l'allusion incertaine „aux autres expéditions de matières premières”. Car l'Angleterre, à partir du 1^{er} décembre 1939, pour limiter l'économie de guerre allemande, a établi de sévères restrictions dans la navigation et dans le commerce concernant les navires des pays neutres. Le respect de ces restrictions était contrôlé par sa flotte de guerre et qui – à l'exemple du blocus de l'époque napoléonienne – est appelé parfois par la littérature „blocus continental”. Pour l'Espagne, parmi les restrictions, c'était le système des „navicerts” qui a donné le plus de soucis.¹⁹ Le navicert était une sorte de permis de naviguer sur mer qui a été délivré par les organismes consulaires britanniques accrédités dans le pays donné à l'occasion de l'embarquement des navires. Le navicert certifiait que la marchandise transportée ne venait pas d'un pays ennemi de l'Angleterre et que sa destination n'était pas l'Allemagne ou bien le territoire d'un État occupé par cette dernière. Faute de navicert, ou bien si le navire transportait des marchandises dans une direction différente, ses marchandises pouvaient être confisquées, ou bien le bateau pouvait être mis sur la liste noire limitant ses mouvements. Nous mentionnons tout cela dans notre sujet, parce qu'après l'entrée en guerre de l'Italie, ces mesures ont été étendues sur la Méditerranée, y compris l'Italie comme État de destination ou bien comme trajet de transport. En plus, le 11 juin, le gouvernement des États-Unis, jusque là indécis, s'est rallié au blocus, partiellement: le président Roosevelt a interdit aux tankers américains et aux tankers affrétés par les Américains d'aborder les côtes espagnoles de la Méditerranée, déclarée zone d'opération.²⁰ Bien qu'après l'occupation de la France par les Allemands, un contact territorial et ferroviaire direct se soit constitué entre l'Allemagne et l'Espagne sur une étroite zone littorale atlantique, pour un certain temps, presque toutes les sources de l'importation de pétrole espagnol ont été fermées. Or, pour l'occupation de Gibraltar et du Maroc Français, et surtout pour la réalisation des projets impériaux de plus en plus vastes, il fallait de l'essence.

Malgré tout, les projets n'ont pas été ôtés de l'ordre du jour. Le 18 juillet, au quatrième anniversaire de l'insurrection contre la république, dans son discours Franco a souligné que le devoir de la nation était la reprise du commandement à Gibraltar et l'extension de la domination sur l'Afrique, suivant les dernières volontés de la reine Isabelle.²¹ Le même jour, les groupes phalangistes ont organisé une grande manifestation devant l'ambassade britannique à Madrid, en revendiquant la

¹⁹ La description très bonne du „navicert” voir. Ángel Vinas (és mások): Política comercial exterior en España (1931–1975). 1. köt. Banco Exterior de España, Madrid 1979. pp. 319–335.

²⁰ Otfried Dankelmann: Franco zwischen Hitler und den Westmächten. Deutscher Verlag der Wissenschaften, Berlin 1970. pp. 129–130.

²¹ Fernando Díaz-Plaja: La posguerra española. p. 53.

restitution de Gibraltar. En interprétant les prises de position espagnoles, nous devons prendre en considération que le 10 juillet a commencé le combat aérien en Angleterre. Comme Serrano Suner, ministre des Affaires étrangères de l'époque écrit dans ses mémoires: „Franco et moi, avec une grande probabilité – avec certitude même – nous avons cru à la victoire allemande, au moins sur le continent, où nous avons jugé le III^e Reich invulnérable”.²² Dans un recueil d'interviews, il a fait cette déclaration: „A l'époque, nous étions convaincus que la guerre avait été terminée et ainsi, il ne fallait pas perdre le temps. Nous avons pensé que si l'Espagne participait à la guerre, même seulement durant une semaine, son crédit et ses droits à la conférence de paix seraient tout à fait différents, comme si elle se réduisait à applaudir, ce que nous avons fait jusqu'ici.”²³ Au point de vue de l'utilité de l'entrée en guerre, Franco a plusieurs fois fait la différence à l'époque entre une guerre „longue et courte”; pour la dernière, il a vu une possibilité en l'occurrence.

C'est un fait qu'à l'occasion de la visite de Suner à Berlin les 16–25 septembre 1940, le problème des territoires africains s'est de nouveau posé. Mais alors, les rôles ont déjà changé. Plus tôt, la partie allemande avait un oeil assez sceptique sur l'offre espagnole, car elle connaissait bien la faible force de frappe du pays. Mais entre temps l'Angleterre a décidé de continuer le combat, et Hitler voulait coincer les Britanniques en les excluant de la Méditerranée. Pour ce faire, il avait besoin sans condition de la collaboration des Espagnols. C'est pourquoi maintenant le gouvernement allemand s'efforçait de gagner Franco et ses collaborateurs à ses projets dont l'essentiel était de s'emparer de Gibraltar en traversant le territoire espagnol. L'attaque des Italiens contre l'Égypte était en harmonie avec cela dirigée sur l'occupation de Suez, sur la fermeture de l'autre „porte” (l'attaque n'a pas été réussie). Mais la rencontre avec Hitler a fait une surprise à Suner: le Führer était prêt à négocier le Maroc, mais non pas dans le sens qu'auraient aimé les Espagnols. Il a expliqué: le Reich épousait les revendications espagnoles, „au cas où ils assurent pour l'Allemagne une partie des matières trouvées sur ces territoires, dans le cadre des conventions commerciales avantageuses”. Et Ribbentrop qui était présent exigeait, comme condition, la cession d'une des îles Canaries en vue d'une base de sous-marins allemande. Suner l'a refusé, peut-être parce qu'il ne s'était pas préparé à une telle chose. Ainsi, l'entretien n'a pas donné de résultat concret. Suner a assuré ses partenaires négociateurs que la prise de position de son gouvernement n'avait changé en rien, mais – comme il l'a dit –: „nous devons armer nos troupes et nous mettre en mesure de pouvoir nous battre. Dès que nous aurons créé les

²² Ramón Serrano Suñer: *Memorias*. Planeta, Barcelona 1977. p. 288.

²³ Heleno Sana *El franquismo sin mitos*. Barcelona 1981. p. 170.

possibilités d'entrer en guerre nous y entrerons".²⁴ Mais les Allemands, pour le moment, ne promettaient que quelques rectifications de frontière au Maroc.

Ainsi, les revendications territoriales espagnoles en Afrique du Nord étaient étroitement liées à l'entrée en guerre espagnole et elles étaient en proportion directe aux péripéties de l'entrée en guerre. En quelques mois, les Allemands ont tenté cinq fois d'intéresser le gouvernement Franco à la guerre dans l'intention d'occuper Gibraltar.

La plus importante rencontre personnelle entre Franco et Hitler a eu lieu le 23 octobre 1940 à Hendaye. C'est ici qu'on a jeté sur le papier avec le plus de détail – et le plus confusément – comment les puissances de l'Axe avaient imaginé la satisfaction des revendications espagnoles en Afrique. Ainsi: „Les puissances de l'Axe – outre la réunification de Gibraltar et de l'Espagne –, sous le signe de l'arrangement général qui est à régler avec l'Afrique et qui doit se réaliser après le triomphe sur l'Angleterre, obtienne des territoires en Afrique dans une telle mesure où la France peut être récompensée d'autres territoires équivalents en Afrique, pendant que les exigences de l'Allemagne et de l'Italie restent intactes envers la France.”²⁵ (Selon d'autres documents à ce sujet, il se trouve que la compensation de la France aurait dû se réaliser au détriment de l'Angleterre.)²⁶ Cette fois, les Allemands promettaient des expéditions de matières premières et de vivres, en tenant compte de l'importance décisive de la participation espagnole à l'action offensive à Gibraltar.

Cependant, des deux côtés, il y avait beaucoup d'éléments d'incertitude. A cette époque, les Allemands ont échoué dans leur combat aérien contre l'Angleterre. A cette époque, l'Italie s'est lancée dans une aventure de guerre en Grèce terminée par une défaite sérieuse; son offensive contre l'Égypte avait été arrêtée plus tôt. La promesse concernant les attributions territoriales africaines était éloignée, en revanche on a voulu le plus tôt possible imposer l'entrée en guerre de l'Espagne. (L'amiral Canaris, en visite à Madrid au début de décembre, voulait la mettre au 10 janvier 1941.) Pour Franco, le risque de l'échange était de plus en plus clair. Même Serrano Suner connu pour son amitié inconditionnelle concernant l'Axe fut ébranlé dans son opinion. Entre-temps, l'attention de Hitler se portait de plus en plus sur les pfojets de la campagne orientale.

Mais de la part des Espagnols, les tatonnements auprès des puissances de l'Axe n'ont cessé pour aucun moment qui menaçaient le gouvernement espagnol de sévères mesures commerciales, mais elles ne voulaient pas tirer sur la corde. À partir d'août 1940, il y avait des négociations anglo-américano espagnoles. Celles-ci

²⁴ Carriga: op. cit. pp. 80–81.

²⁵ Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918 bis 1945. Serie D.T. 11/1. Bonn 1964. p. 395.

²⁶ Ramón Tamames: La República. La Era de Franco. Historia de España Alfaguara. t. VII. Alianza Universidad, Madrid 1973. p. 539.

ont abouti à la signature d'un accord commercial américo-espagnol le 2 décembre; à la veille Suner de l'accord – a déclaré qu'il „ne voyait pas probable l'entrée en guerre de l'Espagne”.²⁷ Avec cela, le prjets des conquêtes africaines – excepté le seul Tanger – devenait de plus en plus le problème d'un avenir lointain.

Pour ce qui concerne le sort de Tanger, lors de son occupation, on a souligné le caractère provisoire de l'invasion espagnole. On promettait aussi que les services de la yone internationale continueraient de fonctionner. Malgré cela, le 29 juillet 1940, l'administration française de Tanger a été remplacée par l'espagnole.²⁸ Le 4 novembre, conformément aux ordres du commandant (!) de la „colonne d'occupation espagnole„, en garnison à Tanger, on a supprimé le fonctionnement des organisations internationales de la yone (Commission de contrôle, Assemblée législative, Comité mixte d'information). Le commandant militaire a reçu le titre de gouverneur en tant que représentant du Haut Commissariat de l'Espagne au Maroc. Donc, la zone maritime a formellement été intégrée au Maroc Espagnol.²⁹

En conséquence logique de la démarche de novembre, le 15 août 1941, le statut des organisations tangeroises de la Falange Espanola a été modifié. Auparavant, ces organisations – comme celles des autres territoires étrangers – foncitionnaient sous la dépendance du centre madrilène de Falange Exterior. Maintenant elles étaient mises sous la „jefautra” (direction) du Maroc espagnol par le secrétariat de Falange.³⁰

Mais ce n'est qu'un côté du processus. Simultanément avec les négociations commerciales menées avec les Anglo-saxons – comme à-côté de celles-ci – on négociait le statut des délégués britanniques se trouvant à Tanger. Cela a abouti à une convention officielle le 31 décembre. Aux termes de celle-ci, la partie espagnole a accepté de ne pas faire de travaux de fortification dans la zone; les groupements d'intérêts de capital britanniques pourront continuer leur travail dans la yone espagnole du Maroc; les privilèges de juridiction du comité mixte dans les affaires des citoyens britanniques seront maintenus; le bureau de poste britannique restera; le journal britannique pourra paraître; les personnes britanniques pourront entrer et sortir librement par les frontières de la zone; les personnes britanniques licenciées seront remboursées de trois ans de salaire.³¹ Ainsi, l'Angleterre a eu une situation favorable non seulement par rapport aux citoyens de ses alliés, mais aussi par

²⁷ Е. Глушицкая: Положенне в Исманни. Международное Хозяйство и Международная Политика, 1941. 2. no. 70. Стр.

²⁸ Miguel Ángel: Los guerrilleros espanoles en Francia. 1940–1945. Editorial de Ciencias Sociales, La Habana 1971. p. 38.

²⁹ ABC, 4. november 1940.

³⁰ Boletín del Movimiento de F.E.T. a las J.O.N.S. 1941. Núm. 120. p. 1250.

³¹ Sir Samuel Hoare: Ambassador on Special Mission. Collins, London 1946. p. 82.

rapport aux Allemands à Tanger. C'était très important, car la zone est devenue un des foyers du service des renseignements ou les Allemands – se lon le compte-rendu de l'ambassade britannique Sir Samuel Hoare – ont lancé toutes les pratiques souvent à l'aide des organisations phalangistes de la zone, parfois par l'intermédiaire des personnalités du gouvernement, comme Suner par exemple.³²

Selon la prise de position de certains auteurs, l'occupation de Tanger même ne fut pas un pas d'arbitraire de Franco et de son gouvernement. Selon George Hills, biographe anglais de Franco, qui rédigeait son livre en collaboration personnelle du généralissime, le gouvernement espagnol „a agi en harmonia totale avec la France et l'Angleterre”.³³ Augustin del Rio Cisneros affirme directement que la démarche espagnole „a coupé court à l'époque”,³⁴ de plus, elle a facilité plus tard le débarquement nord-africain des alliés. Si nous laissons de côté la description de Hoare, qui décrit quelquefois avec des mots amers ses peines avec le gouvernement espagnol, en faveur de la réduction du bouleversement allemand à Tanger, nous ne pouvons pas négliger les considérations qui font allusion au fait: au sujet de l'occupation de Tanger – au mois ultérieurement – un accord non-écrit quelconque pouvait intervenir entre les grandes puissances. Le noyau le plus étroit de la commission de contrôle internationale était composé des représentants de quatre États (Angleterre, France, Italie, Espagne). Pour l'Angleterre – les jours de l'effondrement de la France – la meilleure des solutions les plus mauvaises était si ce n'est pas l'Italie entrée en guerre qui occupe la zone. Pour les Allemands aussi, l'occupation italienne aurait causé des problèmes, car elle aurait pu entraîner une intervention anglaise immédiate ou bien une entrée en guerre américaine. Maurice Schumann, l'historien français connu, analyse le problème d'une manière extrêmement intéressante dans son livre de bravoure intitulé „Un certain 18 juin”, où il examine de quoi les dirigeants des différentes puissances s'occupaient le jour où – après la signature de l'armistice français – De Gaulle s'est adressé pour la première fois aux Français sur les ondes de la radio de Londres.³⁵ Il est vrai que Schumann décrit comment le colonel Beigbeder, ministre espagnol des Affaires étrangères a exposé les premières revendications territoriales de l'Espagne (à la veille de l'armistice) devant l'ambassadeur français de la Baume. (Alors, il ne s'agissait que des zones moins importantes de Beni Zeroual au Maroc du Nord et de Beni Snassen du Maroc de l'Est. Sa conclusion finale est cependant que „l'opération était bien

³² Hoare: op. cit. 103.

³³ George Hills: Franco. El hombre y su nación. San Martin, Madrid 1975. p. 350.

³⁴ Augustin del Rio Cisneros: Viraje político español durante la II Guerra Mundial 1942-1945. Europa, Madrid 1977. p. 111.)

³⁵ Maurice Schumann: Un certain 18 juin. Plon, Paris 1989.

dirigée contre l'Italie".³⁶ Et même si ce n'était pas intentionnellement fait ainsi, le plus grand perdant de l'action fut quand même le gouvernement italien.

Et en ce qui concerne les suites: le point final relatif de l'histoire peut être mis en août-septembre 1945. Le conseil spécial des quatre grandes puissances s'occupant de Tanger – en s'appuyant de la décision de principe de la conférence de Potsdam relative à l'Espagne – a décidé du rétablissement du statut international de la zone le 31 août. Le 4 septembre, la partie espagnole n'a reçu que 48 heures pour l'évacuation de la zone. Le 6 septembre, les troupes ont effectivement quitté Tanger. Il est vrai: avec le rétablissement du statut antérieur, l'Espagne a pu occuper sa place dans la commission de contrôle internationale.



TO'29992|2

³⁶ Schumann: op. cit. p. 224.